

LES CHIFFRES DU MOIS

Le Ministère de la Santé et l'Organisation Mondiale pour la Santé ont mené une enquête qui montre que **62%** des hommes et **24%** des femmes utilisent des produits de tabac sans combustion comme le bétel. Il s'agit du taux le plus élevé de consommation en Asie du Sud Est.



Jean Marc Ayrault, le Ministre des Affaires Étrangères, en visite en Birmanie, a annoncé que la France contribuerait au développement de la Birmanie grâce à une enveloppe de **200 millions** d'euros.

Selon les statistiques du Ministère
Thaïlandais il y aurait

1,4 million de migrants légaux
en Thaïlande, tandis que la Birmanie estime à
4 millions le nombre de travailleurs migrants en
Thaïlande, dont la moitié est documentée.

Les birmans en Thaïlande représenteraient **70%**
des migrants du pays.



LES ÉVÉNEMENTS CLEFS DU MOIS

La Birmanie est classée comme l'un des pires pays du monde concernant le trafic humain. Le 30 juin, le département d'État américain a rétrogradé la Birmanie du second tiers de la liste de surveillance au troisième, en citant l'utilisation d'enfants soldats et le recours au travail forcé comme les raisons de cette décision. Ce déclassement augmente, de plus, la possibilité de sanctions appliquées par le gouvernement des États-Unis. Le lieutenant-colonel Thet Naung, directeur national de la section policière anti trafic humain, a répondu à ce déclassement en déclarant *"les États-Unis ont souligné certains points sur lesquels la police travaille déjà. Ils ont également souligné la question des enfants soldats, que l'armée étudie."*



Nations Unies: les Rohingyas pourraient être victimes de crimes contre l'humanité. En août 2015, le Conseil des droits de l'homme avait demandé au Haut-Commissariat des droits de l'homme de l'ONU de lui présenter des informations actualisées sur les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits dont sont victimes les musulmans Rohingyas et d'autres minorités en Birmanie, en particulier sur les récents incidents liés à la traite et aux déplacements forcés. En réponse à cette demande : le Haut-commissariat de l'ONU a déclaré en juin 2016 que les musulmans Rohingyas étaient possiblement victimes de "crimes contre l'humanité". Le déni de citoyenneté, le travail forcé et des violences sexuelles, pourraient notamment être considérés comme des "crimes contre l'humanité". Le rapport du Haut-Commissariat dénonce "une série de violations grossières des droits de l'homme contre les Rohingyas (..) qui laisse supposer une *attaque de grande ampleur ou systématique (..) qui pourrait déboucher sur une possible accusation de crimes contre l'humanité devant un tribunal*".



Un moine de Ma Ba Tha dénonce une manifestation anti-Rohingyas. Ashin Kawthala, membre dirigeant de la plus importante organisation nationaliste bouddhiste de Birmanie: Ma Ba Tha (l'Association pour la protection de la race et de la religion), a dénoncé le 13 juin une manifestation anti-Rohingya qui a eu lieu à Pakokku Township, dans la région de Magwe. Le moine a accusé les 1.000 manifestants présents de chercher à "attiser la haine" mais il a également déclaré n'avoir aucun problème avec le message transmis et a d'ailleurs ajouté: *"Alors que je partage avec le pays entier l'idée qu'il n'y a pas de Rohingyas et que nous ne voulons pas d'eux ici, je ne comprends pas pourquoi ils ont senti le besoin de manifester pour souligner ce qui est évident."*

Les autorités interdisent la publication d'un rapport sur la torture par l'armée birmane. Le 25 juin, le gouvernement régional de Rangoun a interdit, à la dernière minute et sans explication, la publication d'un rapport sur la torture dans les zones de conflit ethnique. Ce rapport, réalisé par la Ta'ang Women's Organisation (TWO), accuse l'armée birmane d'avoir commis des crimes de guerre contre le peuple ethnique Ta'ang dans le nord de l'État Shan durant son offensive toujours actuelle contre la Ta'ang National Liberation Army (TNLA).

Lway Poe Nyein, un porte-parole de TWO a déclaré *"nous avons les preuves soutenant les allégations contenues dans le rapport. Il met en évidence l'utilisation systématique et généralisée par l'armée birmane de la torture et affirme que cela représente un crime de guerre, mais le gouvernement a décidé de nous bloquer puisque cela concerne l'armée birmane."* Khin Ohmar, coordinateur du Burma Partnership, a dénoncé l'interdiction en disant qu'elle *"... nous a donné un signal clair que sous le gouvernement de la LND actuel, la liberté d'expression est encore limitée"*.

TRAINED TO TORTURE

Systematic war crimes by the Burma Army in
Ta'ang areas of northern Shan State
(March 2011 - March 2016)



By Ta'ang Women's Organisation (TWO)

La guerre des mots pour qualifier les Rohingyas se poursuit en Birmanie. Au cours de la visite du Rapporteur Spécial de l'ONU pour les droits de l'Homme du mois de juin, le Ministère de l'Information a demandé aux médias étatiques d'utiliser la "Communauté musulmane de l'État d'Arakan" pour se référer aux Rohingyas, Aung San Suu Kyi préférant en effet l'utilisation de ce terme à celui de "Rohingya" qu'elle considère "controversés" dans son pays et à celui de "bengali". Suite à cette demande, l'Union européenne a déclaré vouloir donner de "l'espace" au gouvernement birman pour lui permettre de résoudre la situation des Rohingyas et a ajouté qu'elle respecterait l'appel du gouvernement à l'inutilisation du terme "Rohingya". Sujet sur lequel Roland Kobia (ambassadeur de l'UE en Birmanie) a déclaré: *« nous comprenons que le terme Rohingya est chargé d'émotion au Myanmar et nous avons entendu l'appel du gouvernement, nous éviterons donc de créer des tensions en utilisant la terminologie de polarisation. »*

Parallèlement aux déclarations de l'UE, des milliers de bouddhistes sont sortis dans les rues pour protester contre l'appellation "Communauté musulmane de l'État d'Arakan", qui revient pour eux à reconnaître la communauté musulmane de l'État d'Arakan. Les tensions religieuses sont montées d'un cran ces derniers jours, en témoigne le saccage de deux mosquées par des groupes extrémistes bouddhistes en 8 jours.



Les conflits armés: affrontements et abus contre les civils. Le 9 juin, pour marquer les cinq ans depuis la reprise de la guerre dans l'État Kachin, 130 communautés et organisations internationales ont publié une déclaration exhortant les militaires et le gouvernement à *« mettre fin à la culture endémique de l'impunité une fois pour toute. »* Toutefois, au mois de juin, les affrontements se sont poursuivis et les civils ont été directement visés par les conflits. Dans l'État Shan, au moins 7 villageois ont été retrouvé morts, 2 autres ont disparu, tandis que 33 ont été arrêtés par l'armée birmane. On a également appris qu'une quarantaine de villageois ont été détenus par l'armée Shan du Sud (RCSS), soutenue par l'armée birmane et signataire du NCA. Dans l'État Kachin, une femme a également été tuée par des militaires birmans. Enfin, fait plus rare, dans l'État d'Arakan, des affrontements ont eu lieu entre l'Armée d'Arakan (AA) et l'Arakan Liberation Army (ALA).



Gambira est libéré mais toujours menacé. Le 1er juillet, Gambira, l'un des moines bouddhistes birman les plus connus pour avoir mené la révolution de Safran en 2007, a finalement été libéré après une peine de 6 mois d'emprisonnement pour avoir traversé la frontière thaïlandaise-birmane illégalement, lorsqu'il est rentré au pays pour demander un nouveau passeport. Le 27 juin, dans la semaine précédant sa libération, Gambira a été transféré à la prison d'Insein à Rangoon/Yangon et a été menacé avec une accusation rétroactive datant de 2012. Les charges ont finalement été abandonnées quelques jours plus tard.

Aung San Suu Kyi affronte la question des migrants avec la Thaïlande. Le 23 juin, la conseillère d'État et ministre des Affaires étrangères, Aung San Suu Kyi, a entamé une visite de 3 jours en Thaïlande pour rendre visite aux travailleurs migrants birmans et signer un accord qui permettrait de faciliter leur accès au marché du travail formel en Thaïlande. L'accord, qui est également destiné à améliorer la protection des travailleurs migrants, assure la délivrance de documents d'identité et réduit la période d'attente entre deux visas de travail, de 3 ans à 30 jours ; permettant aux travailleurs birmans de retourner travailler en Thaïlande plus tôt sans être dans l'illégalité. Pendant le voyage, les autorités thaïlandaises ont annulé, sans aucune explication, la visite d'Aung San Suu Kyi dans un camp de réfugiés, à l'ouest de Bangkok. Selon l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, plus de 110.000 réfugiés Birmans vivent actuellement en Thaïlande, pour la plupart des minorités ethniques déplacées par les combats entre les groupes ethniques armés et l'armée birmane.

Reprise du plan controversé pour la vérification de la citoyenneté dans l'Arakan. Depuis le mois de mai, le bureau de l'immigration birmane a relancé le plan pour l'Arakan, suspendu en 2014, et son programme de vérification de la citoyenneté dans la région. Il consiste à recenser la population de l'État d'Arakan afin de distribuer aux personnes qui participent, une "Green card" (une Carte Nationale de Vérification) point de départ pour candidater à la citoyenneté birmane. Ce plan de vérification est destiné à recenser la population musulmane de l'Arakan et plus spécifiquement la minorité des Rohingyas, pour ensuite déterminer, ceux qui seront éligibles à la citoyenneté birmane et ceux qui ne le seront pas.

En 2015, les documents d'identité temporaires, les « white cards », d'au moins 500 000 personnes dans l'Arakan (essentiellement des Rohingyas), leur avaient été retirés sur proposition des organisations extrémistes, leur interdisant notamment de voter en novembre. Le 16 juin, les officiers en charge du programme ont annoncé que plus de 1 000 "green cards" avaient été déjà distribuées mais que certains villageois avaient refusé de fournir les informations demandées par les autorités. En effet, les « green cards » distribuées ne permettent pas aux participants de mentionner leur race et leur religion et ainsi de s'auto-identifier comme Rohingyas.



La loi sur les rassemblements et les manifestations pacifiques amendée. Le 1er juin, la chambre haute a approuvé des amendements significatifs de cette loi, souvent utilisée par les autorités pour harceler et incarcérer les activistes birmans. Parmi les amendements principaux :

- L'introduction d'une garantie visant à empêcher que des poursuites différentes soit menée contre une personne pour un même cas. Actuellement, un activiste peut être condamné par tous les districts que la manifestation a traversée et se retrouver avec un cumul de peine démesuré.
- Les organisateurs des manifestations n'auront plus qu'à informer en avance les autorités de la tenue d'une manifestation, plutôt qu'à demander leur autorisation. Actuellement, les autorisations de manifester dépendent du bon vouloir des autorités qui ont l'habitude de refuser sans donner de justifications.
- Les peines et amendes encourues en cas de non-respect de la loi ont été diminuées. Par districts traversés, les activistes pouvaient être emprisonnés jusqu'à 6 mois pour ne pas avoir obtenu l'autorisation de manifester. Si l'amendement de la loi se concrétise, ils risqueront jusqu'à 3 mois de prison s'ils ne préviennent pas les autorités de la tenue de la manifestation.

LE FOCUS DU MOIS

LE GOUVERNEMENT BIRMAN DEMANDE À 3 GROUPES ETHNIQUES ARMÉS DE DÉPOSER LES ARMES AVANT DE NÉGOCIER LA PAIX

Alors que le gouvernement a annoncé mardi 28 que la tenue de la conférence de Panglong du XIXème siècle, pour la paix, se tiendrait au plus tard la dernière semaine d'août, les négociations entre les groupes non-signataires du cessez-le-feu et l'armée birmane avancent difficilement. Les tensions entre groupes ethniques armés et les confrontations avec l'armée persistent dans les états Shan et d'Arakan avec leurs lots de violations des droits de l'homme à l'encontre des civils et on ne sait toujours pas si tous les groupes ethniques armés pourront participer à la conférence. Les huit groupes signataires du cessez-le-feu de novembre 2015 se sont par ailleurs réunis à Chiang Mai (Thaïlande) pour discuter de leurs demandes en vue des pourparlers de paix.

Le gouvernement de la Ligue Nationale pour la Démocratie a créé une délégation pour la paix dirigée par le Dr Tin Myo Win. Celle-ci a la charge des négociations de paix avec la douzaine de groupes ethniques armés qui n'ont pas signé l'accord de cessez-le-feu dit « national » (NCA) avec l'armée birmane, au mois d'octobre 2015.



La délégation pour la paix du gouvernement birman, a enjoint trois groupes armés, des ethnies d'Arakan, Palaung et Kokang, de ne pas attaquer l'armée birmane et de déposer les armes, pour pouvoir être invités à rejoindre la conférence de paix à venir. Elle a annoncé que ce serait le chef de l'armée birmane, Min Aung Hlaing, qui donnerait son feu vert aux trois groupes armés pour qu'ils puissent rejoindre les négociations de paix. S'ils acceptent de désarmer, ils pourraient également être invités à signer le NCA, toutefois, comme le lieutenant-général Mya Tun Oo, l'avait déjà évoqué en mai, l'armée birmane ne négociera pas avec eux s'ils n'acceptent pas ces conditions.

Au cours de son voyage dans l'état Shan, la délégation pour la paix a rencontré, séparément, les leaders de ces trois groupes ethniques exclus du processus de paix et toujours en guerre avec l'armée birmane : la Ta'ang National Liberation Army (TNLA), l'Arakan Army(AA) et la Myanmar National Democratic Alliance Army (MNDAA).

Mardi Tar Bong Kyaw, secrétaire général de la TNLA, a déclaré au journal l'Irrawaddy, « La délégation veut que nous fassions un communiqué de presse sur le désarmement et l'arrêt des attaques envers l'armée birmane. ». Toutefois ces trois groupes ont toujours affirmés qu'ils ne comptaient pas déposer les armes temps qu'un dialogue politique équitable n'aurait pas eu lieu.

A l'approche de la conférence du XXIème siècle, les tensions ne portent pas que sur les relations entre groupes ethniques armés et armée birmane, mais également entre société civile et gouvernement birman. S'exprimant avant le forum de la jeunesse du Myanmar qui s'est tenu à Monywa le 11 juin, Ko Ko Gyi, ancien activiste étudiant de 1988, et représentation de « 88 Generation Peace and Open Society », a déclaré qu'il est essentiel que la société civile et les jeunes soient impliqués dans l'actuel processus de paix nationale. Les groupes de la société civile ne participeront pas à la prochaine conférence de Panglong à cause de la nouvelle politique mise en œuvre par Aung San Suu Kyi.

